

Service productions animales et environnement
4, Avenue Rose Poirier
BP 61029
88050 EPINAL CEDEX 09

EPINAL, le 03/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



GAEC DU LEJOL

Messieurs POIROT
223, route de la Chapelle
88120 GERBAMONT

Références : AR/23-00323
Code AIOT : 0058802565

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/01/2023 dans l'établissement GAEC DU LEJOL géré par MM. POIROT au 223, route de la Chapelle 88120 GERBAMONT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce rapport n'est pas établi suite à une visite et mais à un contrôle documentaire de l'ensemble du dossier transmis par l'exploitant suite à la demande formulée dans l'arrêté de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAEC DU LEJOL
- POIROT & VAXELAIRE 15, route de la Chapelle 88120 GERBAMONT
- Code AIOT : 0058802565
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Etablissement connu pour plusieurs activités: élevage de bovins et porcs et transformation de produits laitiers et produits carnés (transformation charcutière). Le site est en zone montagneuse, à proximité immédiate de cours d'eau très touristique.

Les enjeux environnementaux sont relativement importants.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dossier d'installation classée
- Déclaration d'accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les constats sont sans équivoques: l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter les documents et justificatifs suffisants en lien avec la mise en demeure en cours malgré une prolongation de délai.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Instruction documentaire	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 1	/	Suspension, Astreinte	
2	Déclaration d'accident	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 2	/	Suspension, Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des impacts importants engendrés par la pollution d'un cours d'eau à fort attrait touristique, l'inspection a pu constater à plusieurs reprises la présence de résidus organiques conséquents ainsi que des odeurs pestilentielles en provenance du site d'élevage. Par ailleurs, des rejets visibles de couleur blanche étaient également constatés en sortie directe de l'exploitation.

L'exploitant n'a pas fourni à ce jour, l'argumentaire suffisant pour pallier aux rejets directs de son établissement.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Pièces du dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le GAEC DU LEJOL dont l'adresse est 223, Route de la Chapelle - Gerbamont (88120), est mis en demeure, pour son site d'élevage installé à l'adresse précitée, de respecter dans les délais déterminés ci-après, les articles 4 (dossier installation classée), 5-I (règles d'implantation), 9 (nature et risques des produits), 11-II (stockage des effluents), 11-III (tuyauteries et canalisations des effluents), 13 (moyens de lutte contre l'incendie), 14 (installations électriques et techniques - plans - fiches de données sécurités), 15 (stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux), 23-I (collecte et stockage des effluents), 23-II (stockage des effluents hors zone vulnérable), 24 (collecte des eaux de pluie), 26 (rejets directs d'effluents), 28 (déchets et sous-produits animaux) et 34 (déchets et sous-produits animaux) de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié susvisé.</p> <p>Pour ce faire, il devra :</p> <p>Dans un délai de quinze jours à compter de la date de notification du présent arrêté:</p> <ul style="list-style-type: none"> - mandater un laboratoire agréé pour faire réaliser des analyses d'eau de rejets, - justifier d'une date de rendez-vous ferme de prélèvement. <p>Dans un délai de un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier d'une interprétation des résultats d'analyses, - proposer des mesures correctives à actions immédiates, - fournir l'ensemble des documents exigés dans le dossier exigés aux différents articles 4 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié susvisé, - procéder à l'affichage des consignes de sécurité, - mettre en place des rétentions suffisantes et adaptées aux produits dangereux détenus. <p>Dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté:</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier et argumenter la collecte des jus et eaux de ruissellement issus de la fumière (à moins de 35 mètres du cours d'eau), - réaliser ou faire réaliser un bilan d'étanchéité des canalisations et tuyauteries, - prévoir et réaliser des plateformes adaptées à l'enlèvement des cadavres par le service d'équarrissage pour les petits et gros animaux. <p>Constats : L'exploitant devait justifier avant le 4/10/2022 d'un mandat de laboratoire pour la réalisation des analyses des eaux de rejet et de proposer une date de prélèvement. Le 20/11/2022, l'exploitant informe l'inspection d'un passage du laboratoire Eurofins le 22/11/2022; soit un retard de 1mois et demi. De plus, le prélèvement n'a pas été réalisé au bon endroit.</p> <p>L'exploitant devait avant le 18/10/2022 justifier d'une interprétation des résultats d'analyses, proposer des mesures correctives immédiates et fournir l'ensemble des documents du dossier exigé à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 27/12/2013 modifié. A ce jour, l'inspection n'a pas obtenu l'ensemble des documents et justificatifs exigés par l'arrêté de mise en demeure.</p> <p>Enfin, l'exploitant devait avant le 20/12/2022 justifier et argumenter la collecte des jus et eaux de ruissellement issus de la fumière, faire réaliser un bilan d'étanchéité des canalisations et tuyauteries et mettre en place une plateforme conforme de stockage des cadavres de petits et gros animaux. Les éléments apportés à ce jour sont très insuffisants voir inexistantes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension, Astreinte

N° 2 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le GAEC DU LEJOL dont l'adresse est 223, Route de la Chapelle - Gerbamont (88120), est mis en demeure, pour son site d'élevage installé à l'adresse précitée, de présenter des documents conformément aux articles R.512-46-23-II et R.512-69 du code de l'environnement. Pour ce faire, il devra, Dans le délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté: - présenter une déclaration d'accident.
Constats : L'exploitant avait informé l'inspection lors de la première visite le 18/07/2022 d'une fuite sur la cuve de stockage de lactosérum. Aucune déclaration n'a été établie ni transmise au service.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension, Astreinte